

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE EN DATE DU 15 JANVIER 2025**

Roger DIDIER, **MAIRE** de la Ville de GAP,

- \* Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2122-27, L2122-28, L2212-1 et L2212-2 ;
- \* Vu le code de la construction et de l'habitation - Articles R122-5 à R122-21 - relatifs à l'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public ;
- \* Vu le code de la construction et de l'habitation - Articles R143-1 à R143-47 - relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- \* Vu le code de la construction et de l'habitation - Articles R162-8 à R165-3 - relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements recevant du public ;
- \* Vu les arrêtés préfectoraux n° 2012 066-0001 du 06 mars 2012 et n° 2015-131-1 du 11 mai 2015 portant constitution et nomination des membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- \* Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-243-1 du 1er septembre 2016 relatif aux dispositions de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, modifié par l'arrêté n° 05-2016-10-01-002 du 4 octobre 2016 ;
- \* Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-066-0003 du 06 mars 2012 portant création et renouvelant la composition de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;
- \* Vu la demande d'autorisation de construire, de modifier ou d'aménager un établissement recevant du public, déposée en date du 18 octobre 2024 et enregistrée sous le numéro AT 005.061.24.P0085 ;
- \* Vu l'avis favorable de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité en date du 14 juin 2016 portant sur les dossiers de demande d'autorisation de construire, de modifier ou d'aménager un établissement recevant du public de 5ème catégorie sans locaux à sommeil pour lesquels s'opère uniquement une vérification du classement de ces établissements et un rappel des principales mesures de sécurité à mettre en œuvre ;
- \* Vu le classement de l'établissement en 5ème catégorie, de type R, pour un effectif de 108 personnes au titre du public prononcé par la sous-commission départementale de sécurité en date du 17 décembre 2024 ;
- \* Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission départementale d'accessibilité en date du 17 décembre 2024 ;

**Arrêtons**

**Article 1 :** Les travaux sollicités par Monsieur PHILIPPE Hubert, concernant l'établissement « AFPA - Bâtiment n° 27 » de type R et de 5<sup>ème</sup> catégorie, sis Rue des lauriers 05000 GAP, sont autorisés dans les conditions fixées aux articles qui suivent.

**Article 2 :** Ces travaux devront être réalisés dans le strict respect d'une part, de la réglementation applicable en matière de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dont les principales règles sont annexées au présent arrêté, et, d'autre part, de la réglementation applicable en matière d'accessibilité aux personnes handicapées ainsi que de la prescription émise par la commission compétente dont le procès-verbal est également joint.

Article 3 : A la fin desdits travaux, le bénéficiaire de la présente autorisation devra saisir Monsieur le Maire de GAP par courrier afin d'attester de la prise en compte des prescriptions visées à l'article 2 ci-avant en fournissant tous les justificatifs nécessaires (rapports de contrôle émis par l'organisme agréé pour les missions confiées, formation du personnel, pose et mise en service des extincteurs, pose et mise en service d'une alarme incendie, affichage des consignes de sécurité, raccordement au téléphone urbain, procès-verbaux de coupe-feu ou de réaction au feu, ...). Il est en outre tenu d'accomplir les formalités relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées telles qu'elles sont prévues à l'article R165-3 du code de la construction et de l'habitation (attestation d'accessibilité).

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur PHILIPPE Hubert, et ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, chargé du secrétariat de la commission
  - Monsieur le Directeur Départemental des Territoires
  - Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique
  - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de GAP
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de son application.

FAIT et ARRÊTÉ en MAIRIE, à GAP, le 15 JANVIER 2025

**La Maire-Adjointe**  
  
**Maryvonne GRENIER**



Transmis en Préfecture le : **16 JAN 2025**  
Publié ou notifié le : **16 JAN 2025**

## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE GAP (05)

Utilisateur : ACTES VILLE

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte : **A2025\_01\_13**  
 Objet : **Autorisation travaux CFA**  
 Type de transaction : Transmission d'actes  
 Date de la décision : 2025-01-15 00:00:00+01  
 Nature de l'acte : Actes réglementaires  
 Documents papiers complémentaires : NON  
 Classification matières/sous-matières : 9.1 - Autres domaines de competences des communes  
 Identifiant unique : 005-210500617-20250115-A2025\_01\_13-AR  
 URL d'archivage : Non définie  
 Notification : Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b> Nom métier : 005-210500617-20250115-A2025_01_13-AR-1-1_0.xml	text/xml	848 o
<b>Document principal (Acte réglementaire)</b> Nom original : D_15966.pdf Nom métier : 99_AR-005-210500617-20250115-A2025_01_13-AR-1-1_1.pdf	application/pdf	81.8 Ko

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	16 janvier 2025 à 11h04min00s	Dépôt initial
En attente de transmission	16 janvier 2025 à 11h06min04s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	16 janvier 2025 à 11h06min08s	Transmis au MI
Acquittement reçu	16 janvier 2025 à 11h26min18s	Reçu par le MI le 2025-01-16

